

L'arnaque du Grand Débat

Les Gilets Jaunes, au départ, revendiquent plus de justice fiscale, de démocratie, et des politiques rendant la vie plus simple. A la place, ils ont droit à un Grand Débat à base de réunions publiques et de discours fleuves d'Emmanuel Macron. Tout cela pour résorber la fracture entre le pays et la classe politique ? On peut en douter.

Une lettre du Président à tous les Français, une plate-forme numérique, des discours marathons retransmis par toutes les chaînes d'infos, une secrétaire d'état co-animant une émission avec un célèbre présentateur : l'exécutif n'a pas lésiné sur les moyens pour mettre en scène le Grand Débat National.

Grand Débat voulu par M. Macron lui-même comme symbole d'un dialogue restauré entre les Français et leurs dirigeants. Au-delà de la forme déjà discutable, c'est l'initiative qui pose problème : pour qu'il y ait débat, il faut que les débatteurs soient sur un relatif pied d'égalité, sans que l'un d'entre eux soit à la fois organisateur, juge et partie.

Emmanuel Macron impose le Débat, décide de sa forme, pose les questions, choisit les thèmes, sélectionne les contributions retenues, et finalement prend les décisions. Avec sa lettre aux Français, le Président fixe le cadre théorique du Débat en des termes qui rendent impossible toute remise en cause de sa politique ou de l'idéologie qui se cache derrière.

Par exemple, pour réduire la pression fiscale, on pourrait envisager d'augmenter la contribution des plus privilégiés. Pour M. Macron, c'est simplement inconcevable. Par exemple, le retour de l'ISF n'est pas un débat. Tout comme l'injustice de la taxe foncière, la même pour deux propriétés équivalentes dans une même commune, mais dont l'une est le fruit d'un héritage familial tandis que l'autre est en train de se construire à coup d'endettement sur des décennies. Tout comme il est inconcevable de ne pas tailler dans le budget de l'Etat, même si cela permettait de rendre nos hôpitaux ou nos administrations un peu plus efficaces.

Le Débat est donc profondément biaisé. Car si, comme le présente Emmanuel Macron dans sa lettre, aucune question n'est interdite, en revanche, certaines réponses le sont. Dès lors, le Grand Débat apparaît tel qu'il est : une grande opération de communication destinée à nous expliquer encore une fois combien la politique gouvernementale est indispensable, quand bien même nous ne l'aurions pas encore comprise.

Le but n'est pas de discuter d'égal à égal sur les problèmes du pays, mais de nous convaincre que les « solutions » que l'on nous impose sont les bonnes, qu'on les veuille ou non. Une curieuse conception du Débat. D'autant plus gênante qu'elle permet à Macron de s'offrir une tribune en or pour exposer son projet politique à quelques encablures d'une élection européenne qui s'annonce à hauts risques pour le parti présidentiel. Bien sûr, le tout aux frais du contribuable.

Depuis plusieurs semaines, le pays traverse une crise politique sans précédent. Dans ce contexte, le Président devrait faire primer l'écoute, le dialogue, et la réconciliation, sur l'idéologie afin de maintenir l'unité de la nation. Il a choisi une autre voie : plutôt que d'engager un réel dialogue, il a opté d'en donner l'illusion : de favoriser l'image sur le réel, soit précisément ce que les Français ne tolèrent plus.

Bruno Bourgeon

D'après "Le Fil d'Actu", de Tatiana Ventôse : <https://www.youtube.com/watch?v=ovS-ZQlYqfE>.